

Des frappes en Syrie ; comment en est-on arrivé là ?

Par **Michel Roche**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Les propos tenus à Paris à Londres et à Washington concordent pour nous avertir que des frappes seront très prochainement lancées contre la Syrie. L'utilisation de gaz toxiques aux portes de Damas constitue la limite de l'inacceptable au-delà de laquelle la communauté internationale doit réagir. M. Fabius a préparé l'opinion et M. Hollande dans une posture très martiale l'a confirmé devant les ambassadeurs, le 27 août. Les données du problème sont claires : les Services spéciaux occidentaux détiennent la preuve que les forces du régime syrien ont utilisé des gaz contre la population civile ; les Occidentaux ont la responsabilité de mettre un terme à cette horreur.

La décision est pratiquement prise et le débat demandé par Londres au Conseil de Sécurité ressemble fort à une ultime manœuvre diplomatique destinée à établir une légitimité au profit des Occidentaux tout en embarrassant Moscou. Il est certain que la solution consistant à rester les bras croisés devant le martyre de la population syrienne n'est pas acceptable. Pourtant on ressent un certain malaise devant l'affichage de tant de certitudes. Les frappes permettront de modifier les rapports de forces, mais il existe aussi des constantes géopolitiques qui réapparaîtront fort probablement dès le lendemain. Il n'est donc pas inutile de se demander pourquoi la diplomatie a été impuissante.

Dès le début des manifestations anti-Assad en 2011, Londres et Paris ont adopté une posture dure : appel au départ du président Assad, soutien à l'opposition syrienne et fermeture de l'ambassade de France. Pour mesurer la gravité d'une telle décision il faut rappeler que la fermeture d'ambassade est, sauf raison d'ordre économique, généralement liée à une situation de conflit.

Paris et Londres ainsi que Washington, mais à un degré moindre, ont très largement misé sur l'opposition syrienne, qui a été reconnue comme le seul représentant de la Syrie, confirmant ainsi leur refus de dialogue avec Damas. Cette approche a montré ses limites et l'opposition syrienne fait pâle figure. Créée de toutes pièces en France à partir d'un noyau de réfugiés syriens, certes fort respectables mais peu représentatifs, sa direction a été changée lors d'une mémorable réunion à Doha, solution imposée aux Syriens eux-mêmes autant par Mme Clinton que par le Qatar ; et, lorsque le vent a changé pour le Qatar, l'Arabie Saoudite a repris la main en imposant ses propres candidats.

Quelles sont les raisons qui ont présidé au choix d'une telle politique par M. Sarkozy d'abord et poursuivie depuis ? On a dit à l'époque qu'il s'agissait de reproduire le scénario libyen. L'argument peut séduire, mais il faudrait alors se demander comment on a pu à ce point sous-estimer la capacité de résistance du régime, tout autant que l'importance que représente pour Moscou le maintien de sa relation privilégiée avec son allié syrien. Faudrait-il alors s'interroger sur une approche délibérée de type néo-conservateur comme le Times de Londres l'a évoqué au printemps dernier et comme l'a laissé entendre M. Dumas dans une interview télévisée. Laissons aux historiens le choix de trancher ; on peut simplement constater qu'un choix précis a été fait très tôt et que ce choix a durablement orienté la position de la France.

Il y a pourtant eu un début de négociation internationale sous l'égide de l'ONU ; et c'est ce qui a donné lieu à la rencontre dite de Genève 1. Il est important de le rappeler car ceci vient affaiblir l'argument selon lequel un accord au Conseil de Sécurité serait a priori impossible à réaliser. La conférence a débouché sur un accord entre différentes puissances intéressées dont la Russie, portant sur les principes qui devaient permettre une sortie de crise. Ces principes sont d'ailleurs toujours valables. Toutefois le mécanisme s'est grippé dès le lendemain de la conférence, Paris et Londres estimant qu'ils avaient le droit de fournir une aide à l'opposition, ce que contestait Moscou

qui de son côté ne se gênait pas pour continuer à livrer des armement au régime syrien, arguant du fait qu'il s'agissait de l'exécution de contrats antérieurs au début de la crise. La possibilité d'organiser une nouvelle conférence à Genève a été envisagée au cours des dernières semaines, mais elle ne semble plus être d'actualité.

L'option occidentale a mené à une relation de confrontation avec Moscou, partenaire obligé de la négociation, mais avec lequel la confiance n'a jamais pu être établie. M. Poutine est un interlocuteur ni facile ni vraiment sympathique, mais on ne peut que constater qu'on a laissé un véritable dialogue de sourds s'instaurer avec lui. C'est que l'agenda occidental vis-à-vis de la Russie a pour objectif une forte réduction de son influence dans la région. Ainsi, ignorant les signaux de Moscou et notamment le renforcement de son escadre en Mer Noire, on a surtout dénoncé le caractère odieux du soutien russe à M. Assad tout en présumant du faible intérêt que pourrait avoir pour les Russes la base de Tartous.

Les Occidentaux ont également privilégié leurs alliés arabes du Golfe : Qatar d'abord, puis Emirats et Arabie Saoudite. Ce choix avait sa logique dans une optique où la pression sur le terrain amènerait au départ rapide de M. Assad, mais à l'expérience il comporte deux inconvénients majeurs : celui d'encourager l'intervention de combattants djihadistes venus d'horizons divers et d'importer au Proche Orient la rivalité entre Frères Musulmans et Salafistes, les uns soutenus par le Qatar, les autres par l'Arabie Saoudite. En tout cas, c'est une raison de désaccord en plus avec Moscou qui est fortement préoccupé de la stabilité sur son flanc sud.

Enfin, l'ombre de deux pays pèse sur ce conflit : l'Iran d'une part, et Israël de l'autre. Pour Moscou, Téhéran doit être partie à la négociation de Genève, ce qui est proprement inacceptable pour les Occidentaux compte-tenu du dossier nucléaire iranien. Deux ans de conflit n'ayant pas permis d'attendre l'objectif occidental, on peut s'interroger sur la pertinence de ce choix. Israël dont on rappellera qu'il est un voisin direct de la Syrie est resté silencieux, mais n'est pas neutre. La ligne rouge qui vient d'être franchie avec l'utilisation de gaz est d'abord une ligne rouge pour Israël, ce que l'on peut comprendre sans difficulté et qui est parfaitement légitime.

Dès lors on peut se demander si les Occidentaux n'ont pas tout simplement mélangé les priorités. La présence des gaz en Syrie constitue la première menace à la stabilité régionale avant même le départ de M. Assad. On veut régler le problème par la force soit ; mais la porte de la négociation reste ouverte, à la condition qu'elle s'engage véritablement avec Moscou et accessoirement qu'on veuille bien regarder aussi du côté de Téhéran. On pourra d'ailleurs remarquer qu'au milieu de déclarations martiales, l'Iran a aussi fait part de son indignation sur l'usage des gaz.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)